

Brochure n° 3015

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1561. – CORDONNERIE MULTISERVICE**

AVENANT N° 27 DU 10 JUIN 2011

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1250106M

IDCC : 1561

Entre :

La fédération française de la cordonnerie et du multiservice ;

Le syndicat des réparateurs industriels de la chaussure,

D'une part, et

La fédération chimie, mines, textile et énergie CFTC ;

La fédération nationale agroalimentaires cuirs et peaux CFE-CGC ;

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale du textile, habillement et cuir CGT ;

La fédération générale de la pharmacie FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'objet du présent avenant est d'adapter l'accord afférent à la prévoyance aux dispositions de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites.

Ainsi, le recul progressif de l'âge de départ à la retraite pour les carrières complètes a une incidence directe sur la durée de versement des prestations accordées par le contrat de prévoyance. Aux termes de l'article 26 de la loi susmentionnée, les provisions techniques couvrant le versement des prestations en cas d'incapacité ou d'invalidité devront augmenter au plus tard jusqu'à la date de prise d'effet de la retraite du bénéficiaire, prorogeant de ce fait la couverture en cas de décès jusqu'à cette date.

Les mesures qui suivent ont pour but d'organiser les conditions de financement pour les entreprises relevant du régime de prévoyance de la convention collective nationale de la cordonnerie multiservice.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Financement de la mesure*

Pour financer ces nouvelles provisions, le taux de cotisation pour le risque incapacité-invalidité sera fixé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 à :

– 0,58 % TA + 1,27 % TB pour les salariés cadres ;

– 0,51 % TA + 1,20 % TB pour les salariés non cadres.

Ainsi le taux global du régime de prévoyance sera porté à :

– 2,08 % TA + 2,77 % TB pour les salariés cadres ;

– 1,05 % TA + 1,74 % TB pour les salariés non cadres.

La répartition est la suivante :

(En pourcentage.)

Risques garantis	CADRES			NON-CADRES		
	Total	Part patronale	Part salariale	Total	Part patronale	Part patronale
Capital décès	1,35 TA/TB	1,35 TA/TB	0	0,39 TA/TB	0,234 TA/TB	0,156 TA/TB
Rente éducation	0,15 TA/TB	0,15 TA/TB	0	0,15 TA/TB	0,10 TA/TB	0,05 TA/TB
Incapacité, invalidité	0,58 TA	0,348 TA	0,232 TA	0,51 TA	0,306 TA	0,204 TA
	1,27 TB	0,762 TB	0,508 TB	1,20 TB	0,72 TB	0,48 TB

Le taux de cotisation global inclut, pour les cadres, l'obligation de cotisation patronale de 1,50 % sur la tranche A prévue par la convention collective du 14 mars 1947.

## Article 2

*Conséquences de la sortie d'une entreprise du groupe assuré  
ou de la dénonciation de la désignation pendant la période transitoire*

En cas de résiliation pendant la période transitoire de constitution des provisions mathématiques se terminant le 31 décembre 2015, le paiement d'une indemnité sera dû pour les assurés en arrêt de travail ou en invalidité au 31 décembre 2010 et dont la prestation est toujours en cours de service à la date de résiliation.

## Article 3

*Conséquences sur l'entrée d'une entreprise dans le groupe assuré*

Si une entreprise relevant du champ d'application de la convention collective décidait de rejoindre l'institution désignée, elle devra s'assurer, auprès de l'assureur qu'elle quitte, que les prestations nées ou à naître sont intégralement provisionnées. A défaut, elle serait amenée à constituer les provisions auprès de l'assureur désigné.

## Article 4

*Dates d'effet*

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent avenant entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Les dispositions de la loi étant d'ordre public, les dispositions des articles 2 et 3 du présent avenant entrent en vigueur immédiatement.

## Article 5

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles R. 2231-2 et suivants du code du travail.

## Article 6

Les parties signataires demandent au ministre du travail d'étendre le présent accord.

Fait à Paris, le 10 juin 2011.

(Suivent les signatures.)